

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Grande-marche-de-protestation-en-Bolivie-Repsol-Petrobras-et-Total-embourbes>

Grande marche de protestation en Bolivie : Repsol, Petrobras et Total embourbés.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Environ 80 000 manifestants ont participé lundi à une grande marche de protestation à La Paz, malgré des appels à cesser le mouvement venant de l'Église, engagée dans une médiation pour résoudre une crise centrée sur la question du gaz et des autonomies régionales.

Par Coco Cuba

AFP. La Paz, Le lundi 6 juin 2005

Au début d'une troisième semaine de mobilisation, paysans, mineurs, enseignants, vendeurs à la sauvette, armés de bâtons et de pierres sont descendus des hauteurs de El Alto, banlieue misérable, pour l'une des plus grosses manifestations depuis le retour de la démocratie en 1982.

« Maintenant oui, nationalisation des hydrocarbures », le slogan des protestataires est inchangé depuis le début du mouvement le 19 mai, déclenché par l'adoption d'une législation qui accroît les taxes sur le gaz mais est jugée encore trop favorable aux multinationales étrangères qui l'exploitent. La Bolivie, plus pauvre pays d'Amérique du sud, possède la deuxième réserve de la région derrière le Venezuela.

Le principal leader de l'opposition Evo Morales qui jusqu'à la semaine passée se tenait à distance du mouvement, a réclamé la réquisition par l'État des champs gaziers où opèrent les firmes étrangères (Repsol, Petrobras, Total, etc.).

Les manifestants ont intensifié leurs barrages, bloquant avec des pierres, des troncs d'arbres et des pneus enflammés les routes menant à la capitale gouvernementale, à 3.800 mètres d'altitude. Aliments et carburants commencent à manquer à La Paz et tout le pays est touché par les barrages (70 dans sept des neuf départements).

Le président Carlos Mesa, dont les manifestants réclament le départ, s'est réfugié chez lui après avoir quitté vers 15h00 le palais présidentiel assiégé par les manifestants. Il a réuni son conseil des ministres pour analyser une situation « dont nous n'avons pas le contrôle total », a indiqué le porte-parole présidentiel Oswaldo Candia.

Abel Mamani, leader de la puissante fédération (Fejuve) des comités de quartiers de El Alto, a annoncé un grand rassemblement à proximité de la présidence où « seront décidés les moyens d'obtenir du gouvernement la nationalisation des hydrocarbures ».

« Maintenant oui, guerre civile », ont crié protestataires au milieu des détonations tonitruantes d'amorces de dynamite. La « guerre du gaz » a en effet provoqué une division politique entre l'Altiplano misérable de l'est, face à l'ouest et le sud qui concentrent les ressources en gaz et en agro-alimentaire.

Ces provinces prospères font pression sur le gouvernement pour organiser dès la mi-août un référendum sur leur autonomie.

Tenant de concilier les contraires, le président Carlos Mesa a proposé jeudi dernier un référendum sur l'autonomie en octobre et des élections pour former une assemblée constituante, réclamée par les régions pauvres.

Cette initiative n'a en rien entamé la mobilisation.

À la demande de M. Mesa, l'Église catholique a lancé ce week-end des consultations pour chercher une issue à la crise. Le cardinal Julio Terrazas a rencontré dimanche à Santa Cruz (est) le chef d'État et les présidents de la Cour

suprême, du Sénat et de la chambre des députés. Tous ont évoqué la possibilité d'élections générales anticipées pour sortir de l'ornière.

Accréditant cette hypothèse, le président du Sénat, Hormando Vaca Diez, a affirmé que « le pays n'a pas de centre, il y a un président mais il ne gouverne pas et n'unifie pas et est devenu un protagoniste du conflit ».

Le cardinal Terrazas a appelé les manifestants à cesser « leurs tactiques de pression qui étouffent les habitants de La Paz et nuisent surtout aux pauvres ».

Lundi, il a commencé à rencontrer les représentants des mouvements sociaux. Mais M. Mamani, le leader de la Fejuve, a rejeté un dialogue « conditionné par des restrictions et sans objectifs clairs ».

L'Organisation des États américains (OEA), en assemblée générale aux États-Unis, veut aussi aider la Bolivie à surmonter la crise, a indiqué son secrétaire général, le Chilien José Miguel Insulza, affirmant « discuter avec les autorités pour voir que faire ».